

Unité Départementale du Hainaut

Lille, le (cf. Date de signature)

Equipe V3  
Parc d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SI2D**

30 RUE HENRI DURE  
59590 RAISMES

Références : V3 – LAC – 2022 – 323  
Code AIOT : 0007001052

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement SI2D implanté 30, rue Henri Durre BP 2 59590 RAISMES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société Si2D a été placée en liquidation judiciaire le 17/05/2021.

Lors de la visite du 16/11/2021, l'inspection des installations classées a constaté que la mise en sécurité du site n'avait pas été réalisée.

La société Si2D, représentée par Me Marlière, a donc été mise en demeure de procéder à la mise en sécurité du site par arrêté préfectoral du 25/03/2022.

La visite d'inspection du a été organisée pour évaluer le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/03/2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SI2D
- 30, rue Henri Durre BP 2 59590 RAISMES
- Code AIOT : 0007001052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

La société Si2D a été placée en liquidation judiciaire le 17/05/2021.

La société Si2D était spécialisée dans le décapage et le détartrage de pièces en acier au carbone et en acier inoxydable. Elle intervenait également sur le cuivre et l'aluminium.

**Le thème de visite retenu est le suivant :** l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 25/03/2022, portant sur la mise en sécurité du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Evacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Consignation	1 mois
4	Mémoire de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	Arrêté préfectoral de mise en demeure	Consignation	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification de la cessation d'activité	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	/	Sans objet
3	Risque incendie / explosion	AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le liquidateur fait procéder à l'évacuation des déchets dans la limite des disponibilités financières. Par conséquent, l'intégralité des déchets ne sera pas évacuée. En comparant les devis établis pour l'intégralité des déchets et le devis validé par le juge pour l'évacuation partielle des déchets, il demeurera environ 71 870 € de déchets à évacuer.

L'inspection propose donc de prendre un arrêté préfectoral de consignation correspondant à ce montant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification de la cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Cessation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Si2D, représentée par Me Marlière, sise 30 rue Henri Durre sur la commune de Raismes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement : - en procédant à la notification de la cessation d'activité en remettant un mémoire de cessation d'activité conforme aux dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le tribunal de commerce de Valenciennes, par ordonnance du juge-commissaire en date du 24 mai 2022, a désigné GINGER BURGEAP à l'effet de réaliser les opérations de cessation d'activité ainsi que le diagnostic environnemental pour la société Si2D.  Me Marlière a fourni à l'inspection des installations classées le devis établi par GINGER BURGEAP. Le délai prévu pour la réalisation est de 8 semaines, à partir de la réception de la commande.  Le mémoire de cessation d'activité a été envoyé le 03 novembre 2022 à la préfecture du Nord.  Ce dossier comprend les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Une description de l'environnement du site ;</li><li>➤ Une description de l'historique du site ;</li><li>➤ Une synthèse des données sur l'état environnemental du site ;</li><li>➤ Un diagnostic environnemental du milieu souterrain ;</li><li>➤ Les caractéristiques et la localisation des installations cessantes ;</li><li>➤ Une description des pollutions potentielles générées par le site ;</li><li>➤ La description des mesures qui ont été et restent à mener suite à l'arrêt des activités, notamment les modalités d'arrêts des équipements, l'élimination des déchets et des produits chimiques résiduels et la suppression des risques incendie et explosion ;</li><li>➤ Une proposition d'usage futur du site.</li></ul> Ce dossier fera l'objet d'un rapport d'instruction ultérieur de la part de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Evacuation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Si2D, représentée par Me Marlière, sise 30 rue Henri Durre sur la commune de Raismes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement : - en procédant à l'évacuation des déchets dans les filières adaptées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les déchets sont toujours présents sur site.  L'inspection des installations classées tient cependant à souligner le travail effectué. Les déchets ont été regroupés. Tous les produits chimiques et les fûts contenant des liquides non identifiés ont été mis à l'intérieur, sur rétention. Les bacs de traitement et les zones de déchets ont été balisés avec du rubalise à hauteur d'homme. Le stock de bouchons plastiques a été vendu.  Un devis a été réalisé par Suez pour l'enlèvement des déchets. Le coût est estimé à 210 000€TTC.  Au jour de la visite d'inspection, Me Marlière était en attente d'un deuxième devis pour pouvoir présenter la demande au tribunal de commerce de Valenciennes et ainsi engager les sommes.  L'exploitant et Me Marlière ont été très étonnés par le montant du devis. L'exploitant au moment de la cessation avait estimé à 60 000 € l'évacuation des produits chimiques, compte tenu des devis réalisés au cours de l'exploitation en fonctionnement et des volumes présents dans l'installation. Une visite a été réalisée le 18/07/2022 par Ortec pour établir ce deuxième devis. Le devis est du même ordre de grandeur que celui de Suez (montant indiqué par produit et volume, mais montant total non indiqué en attente d'estimation des volumes précis)  Au vu des devis et des disponibilités de trésorerie de la liquidation, le liquidateur judiciaire a indiqué qu'il n'était pas en mesure de procéder à l'enlèvement de l'intégralité des déchets.  Aussi, le liquidateur judiciaire a fait réaliser de nouveaux devis pour l'enlèvement uniquement des acides et de la soude (déchets contenus dans des bacs ouverts). Ces devis ont été présentés au juge lors de son audience du 1er décembre 2022. Le juge a ainsi désigné la société Ortec pour procéder à l'enlèvement de ces déchets.  Le reste des déchets ne sera donc pas évacué. Compte tenu des devis établis par le liquidateur, l'inspection des installations classées estime qu'il restera 71 870 € de déchets à évacuer. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Mr le préfet le projet d'arrêté préfectoral de consignation en annexe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Risque incendie / explosion**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, incendie/explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Si2D, représentée par Me Marlière, sise 30 rue Henri Durre sur la commune de Raismes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement : -en supprimant le risque incendie/explosion en faisant procéder à l'enlèvement des bouteilles de gaz dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les bouteilles de gaz ont été évacuées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Mémoire de réhabilitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/03/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mémoire de réhabilitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société Si2D, représentée par Me Marlière, sise 30 rue Henri Durre sur la commune de Raismes est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement : - en remettant un mémoire de réhabilitation conforme à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le dossier de cessation d'activité établit la présence de pollution des sols : " <i>Lors des investigations réalisées en juin 2022 par GINGER BURGEAP, les résultats ont mis en évidence :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Des anomalies généralisées en métaux ;</i></li><li>• <i>Des anomalies significatives en HAP au droit des sondages BGP3 et BGP10 (dont le naphtalène) non délimités horizontalement et verticalement ;</i></li><li>• <i>Des anomalies significatives en 1,1,1-trichloroéthane au droit de BGP2, BGP6 et BGP8 non délimités horizontalement et verticalement et dont les concentrations peuvent être minimisées compte tenu de la technique de forage utilisée (tarière mécanique).</i>"</li></ul> Ainsi, GINGER BURGEAP conclut : " <i>Conformément au décret n°2021-1096 du 19 août 2021 relatif aux sols pollués dans le cadre des cessations d'activités et compte tenu des résultats d'analyses obtenus, un mémoire de réhabilitation doit être transmis au préfet.</i> Ce mémoire devra comporter : <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Le présent diagnostic de pollution des sols ;</i></li><li>• <i>Les objectifs de réhabilitation du site (qui seront définis dans le plan de gestion) ;</i></li><li>• <i>Un plan de gestion couplé à une analyse des risques résiduelles afin de déterminer les mesures de gestion à prendre compte tenu des impacts mis en évidence sur le site et vérifier la compatibilité du site avec l'usage futur défini (industriel). Dans ce cadre, des investigations complémentaires sur les sols, les gaz des sols, les eaux souterraines, les eaux de robinet ainsi qu'éventuellement sur l'air ambiant du bâtiment actuel seront à réaliser ;</i></li><li>• <i>Une attestation de la prise en compte des mesures de gestion dans le projet de réhabilitation.</i></li></ul> GINGER BURGEAP préconise également de garder en mémoire la qualité du milieu souterrain par une identification pérenne du présent rapport dans les documents d'urbanisme et fonciers."  Aucun mémoire de réhabilitation n'a été réalisé. Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Mr le préfet le projet d'arrêté préfectoral de consignation en annexe.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Consignation
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois